

Le terreau du terrorisme

Au nom d'une approche soit disant scientifique s'est développée une tendance à étudier les différents aspects d'un phénomène humain indépendamment les uns des autres avec pour chacun des experts attirés, perdant ainsi de vue ce qui fait l'unité de ce phénomène. Ainsi, pour le terrorisme, nous avons droit à des psychologues, sociologues, experts politiques, experts militaires, en renseignements etc. Avec ce genre d'approche, le problème du terrorisme paraît insoluble, chaque attaque donnant lieu à différents discours d'experts se succédant les uns les autres avec comme conclusion que tout cela est bien compliqué, que le risque zéro (on en est loin) n'existe pas et que c'est la fatalité.

Les experts en terrorisme nous expliquent que malgré les écoutes et autres mesures de suivi, c'est bien difficile de savoir quand un terroriste va passer à l'action ou des truismes du même genre qui se résument à « c'est le passage à l'acte qui fait le terroriste » et la « guerre sainte » le Jihadiste ou pour reprendre un vieux proverbe « c'est en forgeant que l'on devient forgeron ». Certains nous expliquent que l'Etat d'urgence a été avant tout un outil de communication destiné à rassurer la population, comme si la lutte contre le terrorisme se résumait à rassurer les gens. Les experts en psychologie nous débitent des banalités, expliquant que les terroristes souffrent de psychopathologies difficiles à déceler à l'avance (on se serait douté qu'ils n'allaient pas trop bien dans leur tête ni n'étaient bien intégrés à la société) et qu'ils ont tendance avant de passer à l'acte à s'isoler en passant beaucoup de temps devant leur ordinateur bien qu'à chaque attaque, la théorie du loup solitaire se montre assez fragile au bout de quelques jours. Bien sûr, ajoutent-ils, il va falloir s'occuper des enfants vivant dans le voisinage du dernier attentat terroriste dans l'Aude, les amener à s'exprimer, à « verbaliser » ce qu'ils ont vécu pour éviter des traumatismes.

Les psychologues insistent aussi sur la nécessité de sécuriser ou rassurer la population, ces braves gens qui ont trop tendance à s'affoler contrairement à eux-mêmes (les psychologues) qui savent prendre du recul et garder leur sang froid. A la limite, on proposerait des calmants remboursés par la sécurité sociale.

Vient le tour des forces de l'ordre qui font du bon travail, parfois héroïque comme lors de la dernière attaque dans l'Aude, mais ne peuvent mieux suivre les terroristes potentiels vu le nombre de « radicalisés »,

Au final, les policiers demandent plus de moyens ainsi que les services secrets et les psychologues, ces derniers pour des « cellules de déradicalisation » qui ont l'air aussi coûteuses qu'inutiles puis on nous répète qu'il va falloir vivre encore pendant un bon bout de temps avec le terrorisme.

Puis vient le temps des commentaires pleins de bons sentiments, des dépôts de fleurs ou bougies, des cérémonies avec uniformes et décernement de médailles.

En isolant la question du terrorisme de celle de l'immigration, des tensions culturelles entre les cultures de certains pays musulmans et la culture occidentale, des zones de non-droit, de la délinquance dans les quartiers avec les trafics de drogues et d'armes et de la crise de l'éducation nationale, on est sûr d'obtenir des réponses partielles et partiales et surtout inopérantes sur le terrain.

En effet comment peut-on isoler quelqu'un qui passe au terrorisme après être « passé par la case délinquance » de son environnement, la vie quotidienne dans des quartiers où les trafics d'armes et de drogues fleurissent ? Et comment peut-on isoler la situation dans ces « quartiers sensibles » de la politique d'immigration incontrôlée que mène la France depuis des décennies avec l'abandon progressif de toute idée d'assimilation des nouveaux arrivés ou même de leur simple bonne intégration et la formation de ghettos dispersés sur le territoire national. Le seul discours qui a prévalu face à la ghettoïsation des quartiers a été le discours antiraciste et anti « extrême droite » consistant à nier la réalité de ces quartiers désertés par les médecins, où les pompiers ne s'aventurent qu'avec une protection policière, les conducteurs de bus refusent de s'arrêter et les policiers reçoivent des directives pour éviter des dépôts d'émeutes et où collèges et lycées comportent souvent plus de 50% d'enfants d'immigrés de première et deuxième génération.

Finalement, le problème du terrorisme est facile à comprendre, de même qu'il est facile de comprendre pourquoi les pays de l'est de l'UE (Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie etc.) ou plus loin, des pays comme le Japon ou la Corée du sud ne connaissent pas ce genre de problème ou à un niveau beaucoup plus réduit (bien sûr ils en connaissent d'autres). Il n'y a pas plus d'experts en tous genres chez eux que chez nous et même, heureusement pour eux, il y en a plutôt moins. Simplement, ils ont pris la mesure de la situation et surtout pris des mesures en conséquence même si cela déplaît aux institutions européennes. Chez nous, le plus difficile n'est pas de comprendre les causes du terrorisme mais de remettre en cause des décennies de politique publique laxiste et dénoncer les responsables de ces politiques.

Les racines du terrorisme

Après chaque attentat terroriste, on a droit à des émissions sur le service public comme « C dans l'air », avec des experts patentés qui nous disent que la coopération entre services de renseignement est bonne mais doit être améliorée, qu'il ne faut pas sortir de Schengen mais essayer d'améliorer ce traité, et font d'autres propositions techniques avant de rentrer chez eux pour se retrouver au prochain attentat et sortir les mêmes platitudes. Le téléspectateur, à la fin de l'émission, ne voit pas vraiment le bout du tunnel. En fait, comme pour les prévisions économiques, on a peut-être tort de se fier aux experts pour une question qui relève plus du bon sens commun. Nos djihadistes n'ont pas grand-chose en commun avec des James Bond du terrorisme. L'un ne sait pas se servir de sa kalach', un autre se tire une balle dans le pied et appelle les secours, un troisième veut faire sauter une usine classée Seveso mais échoue de la façon la plus abominable qui soit. En fait, ils présentent beaucoup plus de similitudes avec les délinquants de nos cités. Ils sont, en général, passés par les cases trafic de drogue ou d'armes et prison. Ils sont décrits par leurs proches, habitants des quartiers sensibles ou cités, comme de bons gars aimant le sport et fréquentant occasionnellement la mosquée. Pour comprendre ce qui se passe, mieux vaut se tourner vers le gardien d'un HLM proche de ces quartiers en respectant son anonymat ou Michel Houellebecq, en d'autres termes des observateurs qui ne sont pas coupés des réalités de la France d'aujourd'hui. Ainsi, Houellebecq explique dans une interview à *L'Express* à propos du terrorisme « qu'une action violente quelconque peut effectivement être vue comme un moyen de sortir de l'anomie désespérante ». Ces jeunes ont tout essayé – le trafic de drogue, les diverses formes de violence – et ont eu comme réponse de l'État de petits séjours en prison et des admonestations sans conséquence. Cela

les a encouragés à aller plus loin et, voulant sortir d'un certain nihilisme, avec quelques conseils d'islamistes, à passer de la délinquance au terrorisme. Le problème de fond se trouve dans l'anomie, l'absence de normes communes entre ces jeunes et le reste de la société, qui fait qu'ils trouvent sans gravité le fait de caillasser les voitures de la police ou du SAMU, ou de détruire le mobilier urbain. Et là, la réponse adéquate ne va pas se trouver dans des émissions du service public où l'on discute sans fin sur les réseaux islamistes et les lois sur le renseignement, mais dans un travail de terrain pour réaffirmer l'autorité de l'État et les valeurs de base de la société française dans ces « territoires perdus de la République ». Autant dire que, dans le contexte actuel, ce n'est pas gagné d'avance.

"Le terrorisme, un phénomène extérieur ou bien français

François Hollande a déclaré à l'issue du Conseil de Défense le 14/11 que les massacres dans Paris étaient un « *acte de guerre qui a été préparé, planifié de l'extérieur (...)* » par Daech avec des « *complicités intérieures* ».

C'est reléguer un peu vite nos terroristes « made in France » au rôle de simples exécutants.

Si nous voulons avoir une réponse adéquate au terrorisme, nous devons d'abord reconnaître que ces actes de guerre ont été largement autant « préparés, planifiés » activement ou passivement, de l'intérieur que de l'extérieur, chez nous, dans nos banlieues et ailleurs.

Les terroristes qui sont passés à l'acte ces dernières années en France parlaient français, avaient souvent un casier judiciaire chargé et bénéficié de remise de peine, faisaient souvent l'objet de fiche S et étaient des enfants de l'immigration. Il suffit d'écrire cette phrase pour voir que l'aspect français de ce terrorisme est indéniable.

Quand on ne contrôle plus depuis de nombreuses années le trafic d'armes dans les banlieues de Paris, Marseille ou de la région Lille, Roubaix, Tourcoing, quand dans des quartiers « sensibles », les caïds avec tous leurs associés (« guetteurs », « nourrices » etc..) vivent des retombés du trafic de drogue, d'armes et autres, quand la police et les pompiers se font régulièrement caillasser, quand les policiers reçoivent des directives pour n'y plus contrôler les jeunes à moto sans casque de peur que tout s'enflamme, on a créé le vivier nécessaire pour que des terroristes français ou étrangers ou revenant de l'étranger s'approvisionnent en armes et mettent au point leur logistique pour passer à l'acte.

Si le problème n'était qu'étranger et relevait de l'action ou inaction du Ministre des Affaires Etrangères ou de la Défense, ce serait plus simple. Il suffirait d'écouter l'appel de généraux pour une augmentation des moyens de notre Défense, mettre fin aux contradictions et errements de notre politique étrangère. Ce serait plus simple mais déjà compliqué vu notre déficit budgétaire et la situation au Quai d'Orsay.

Mais une réponse adéquate pour répondre à l'aspect français de ce problème demande beaucoup plus : au niveau gouvernemental une révision radicale de notre politique judiciaire, des directives données à la police, de notre politique d'immigration.

Au niveau de la société, une révision de l'accueil des migrants sans discrimination prônée par les politiques, le patronat, les mass médias et le clergé catholique, des dogmes du mouvement anti-raciste sur les bienfaits du vivre ensemble et autres. Une réflexion sur l'importance de la dimension culturelle des fortes tensions dans notre société, dimension pas simplement soluble dans « les valeurs de la République », la laïcité ou les droits de l'homme, s'impose.

Si l'on commence par reconnaître que le terrorisme ne trouve pas ses causes uniquement à l'extérieur mais au sein de notre société et à agir en conséquence, alors les Français n'auront pas à « vivre avec le terrorisme » pour reprendre les mots de Manuel Valls mais auront des raisons d'espérer."